



Santé

## L'appel au boycott du sommet alimentaire mondial sera-t-il entendu?

27 juillet 2021, par  
Laura Hendrixx

Nourrir la planète entière d'ici 2030, c'est l'objectif ambitieux du sommet des Nations unies qui se tiendra en septembre 2021 à New York. Pour préparer au mieux cet événement, l'ONU et ses Etats membres se réunissent du 26 au 28 juillet à Rome. Le but: présenter les avancées scientifiques en vue du sommet de la rentrée. Face à ce grand raout onusien, 300 acteurs du secteur alimentaire mondial organisent un contre-événement pour faire entendre leur voix.

Pourquoi ça coince. Après un appel au boycott du sommet de l'ONU lancé début juillet par le mouvement international La Via Campesina, ce contre-événement virtuel rassemble du 25 au 28 juillet des organisations de la société civile, représentants des petits producteurs, chercheurs et peuples autochtones. L'objectif: manifester leur opposition au sommet des Nations unies prévu pour septembre à New York, qui fait l'objet de vives critiques.

Dans un document de position publié en décembre 2020, La Via Campesina indique que contrairement aux sommets mondiaux de l'alimentation convoqués par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 1996 et 2002, ce sommet n'a pas été mandaté par une décision ou un processus intergouvernemental. On peut y lire notamment:

«La décision a plutôt été prise par le Secrétaire général des Nations unies, en réponse à une demande du Forum économique mondial, une organisation du secteur privé qui représente les intérêts des multinationales, avec le soutien clé de quelques Etats membres puissants et de quelques grandes organisations philanthropiques-capitalistes en tant que sponsors.»

Les accusations portant sur un rôle accru des acteurs privés au détriment des organisations de la société civile, convoquées tardivement, ont été démenties par Martin Frick, adjoint au Secrétariat du Sommet sur les systèmes alimentaires, dans un article publié en mars 2021 par Geneva Solutions.

Enfin, dans une lettre ouverte envoyée en 2020 au Secrétaire général des Nations Unies António Guterres, 550 signataires dénoncent également la nomination comme envoyée spéciale au Sommet d'Agnes Kalibata, présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), «qui promeut les intérêts du secteur agro-industriel».

Sept organisations suisses figurent parmi les signataires de cette lettre: Blauen Institut, Bread for all, FIAN Switzerland, Pronatura, Public Eye, SWISSAID et Uniterre.

Les enjeux. Le but du sommet sur les systèmes alimentaires de septembre est d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires. La finalité étant d'atteindre les objectifs de développement durable fixés par l'ONU pour ses Etats membres dans l'Agenda 2030.

En matière d'alimentation, l'objectif est d'éliminer la faim d'ici à la prochaine décennie. La tâche est immense: actuellement, près de 690 millions de personnes en souffrent, et elles pourraient être plus de 840 millions à l'horizon 2030.

Le contexte. Sur son site internet, l'ONU assure que l'événement de préparation qui se tient fin juillet à Rome est un «Sommet des peuples», qui rassemble:

«des jeunes, des agriculteurs, des peuples autochtones, des acteurs de la société civile et du secteur privé, des

chercheurs, des responsables politiques et des ministres de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de la nutrition et des finances, entre autres participants.»

Ensemble, ils doivent faire état des dernières approches scientifiques et factuelles de la transformation des systèmes alimentaires à travers le monde. De quoi, à terme, lancer de nouveaux engagements et mobiliser de nouveaux financements et partenariats.

En amont de ce rassemblement estival, les participants ont organisé des consultations pendant un an sous la forme de sondages, forums et réunions en ligne. L'objectif étant, toujours en vue du sommet de septembre, de recueillir un maximum de propositions et points-de-vue autour des cinq pistes d'action suivantes:

garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs;

passer à des modes de consommation durables;

stimuler une production respectueuse de la nature;

promouvoir des moyens de subsistance équitables;

renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et au stress.

La situation en Suisse. En Suisse, ce dialogue préliminaire a été mené entre mars et juin 2021, au niveau national et local. Selon le communiqué de presse de l'Office fédéral de l'agriculture, les huit thématiques abordées à cette occasion étaient:

Environnement alimentaire durable

Demande alimentaire durable et régimes alimentaires durables

Production durable

Atténuation du changement climatique

Adaptation aux changements environnementaux, résilience et sécurité alimentaire

Gaspillage alimentaire (déchets et pertes évitables)

Dimensions socio-économiques du secteur agroalimentaire

Entreprenariat, innovation, sciences et technologies

La consultation s'est déroulée en trois étapes. En mars, plus de 130 acteurs du secteur agroalimentaire se sont réunis dans le cadre d'un événement national. En mai, le dialogue s'est tenu à l'échelle locale, dans les villes de Lausanne, Genève, Bellinzone, Bâle et Zurich. La dernière étape a eu lieu le 8 juin avec 110 représentants du système alimentaire suisse.

Dans un communiqué commun daté du 8 juillet 2021, les organisations suisses Action de Carême, Agriculture pour le Futur, EPER, Greenpeace, Pain pour le prochain, Public Eye, Swissaid et Uniterre saluent cette approche participative, mais estiment que les modalités et les conclusions de ce dialogue sont à revoir:

«Les dialogues multipartites de l'OFAG n'ont mené qu'à des pistes d'action générales et non contraignantes. Les dialogues avec les villes étaient meilleurs, car ils ont débouché sur des mesures plus concrètes et prometteuses. En parallèle, la Direction du développement et de la coopération (DDC) a organisé son propre forum de discussion. Il est regrettable que l'administration fédérale ait mené des dialogues séparément car c'est en pensant ensemble les politiques intérieures et extérieures que l'on pourra finalement atteindre une politique globale cohérente.»

Dans ce même communiqué, Simon Degelo, Responsable semences et biodiversité chez Swissaid, déplore que

«L'ONU perd en légitimité. Il est préoccupant de constater que ses agences confient la résolution des problèmes actuels des systèmes alimentaires aux entreprises qui ont contribué à les causer.»



De gauche à droite, le Ministre des affaires étrangères italien Luigi Di Maio, la vice-secrétaire générale de l'Organisation des Nations unies Amina Mohammed et le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) Qu Dongyu, au sommet préparatoire de l'ONU sur l'alimentation à Rome. | Keystone / Giuseppe Lami